

Un an après la gigantesque vague meurtrière, qui, le 26 décembre 2004, a dévasté l'Asie du Sud-Est, une part importante des 300 millions d'euros récoltés en France n'a toujours pas été utilisée. Comme le montre notre sondage, les donateurs s'interrogent. Concurrence néfaste entre ONG ? Mauvaise évaluation des besoins ? Afflux d'argent mal géré ? Lenteurs administratives ? Les questions se bousculent et demandent réponses. Les voici.



Survivants du tsunami, Sartinah Fatar et son fils sont parmi les plus « chanceux » : leur maison (à côté de Banda Aceh, en Indonésie) vient d'être reconstruite.

Tsunami

Les dons ont-ils été bien utilisés ?

« Je m'attendais à trouver un pays dévasté, enfoui sous les décombres. A ma grande surprise, les plages sont propres, les terrains nettoyés des débris et des gravats. La nature a repris ses droits. Les cocotiers ont la tête penchée, mais ils sont debout. » Thierry Lyonnet, journaliste à RCF (le réseau de radios chrétiennes) revient tout juste d'un reportage dans

le sud de la Thaïlande (1). Une région particulièrement touchée le 26 décembre 2004. « La grande vague », comme l'appellent les Thaïlandais, a tué, dans le pays, plus de 5 000 personnes ; 8 500 autres ont été blessées et 3 500 sont encore portées disparues. La population de Thap Tawan et Ban Bagan, deux petits villages de pêcheurs où le reporter a fait étape, n'a pas

été épargnée par la mer en colère. Aujourd'hui, grâce à l'appui de l'Église catholique locale et au soutien du réseau Caritas-Secours catholique, les habitants revivent à peu près normalement. « Les maisons ont été reconstruites ou réhabilitées, commente Thierry Lyonnet. Des bateaux et des filets ont été distribués aux pêcheurs, les enfants ont retrouvé le chemin de l'école

et les fermes piscicoles sont de nouveau en activité. » Ce constat, pourtant, ne doit pas être généralisé. « Il y a, le long des routes côtières, des camps de toile complètement désertés, poursuit le journaliste. Les sans-abri, las d'attendre une aide qui ne venait pas, de ne plus avoir de lien social avec leurs amis, ont préféré retourner vivre dans les ruines de leurs cabanes. J'ai vu aussi

de superbes et coquettes maisons – construites avec les dons – abandonnées par leurs nouveaux propriétaires faute d'avoir les moyens de payer l'eau et l'électricité. A vouloir faire « trop bien », on finit par faire mal. Pourquoi se focaliser sur une réhabilitation coûteuse, loin des habitudes traditionnelles, et qui ne peut prendre forme que dans le long terme ? Les rescapés sont pressés de vivre le temps présent. »

« Elan de générosité : un Français sur deux a mis la main à la poche »

Et c'est compter sans les victimes indirectes du tsunami, les petits marchands ambulants qui ont perdu leur outil de travail, les employés de l'industrie touristique, serveurs, plongeurs, femmes de ménage, qui traînent leur misère en attendant de voir sortir de terre de nouveaux hôtels. « Les familles, pour reprendre pied dans la réalité quotidienne, ont besoin d'argent, ne serait-ce que pour aller au marché, souligne également Richard Wer-

ly, auteur de *La vérité humanitaire* (2). Vu les sommes colossales recueillies par les associations, il aurait été possible d'organiser des systèmes d'aides financières directes, mais ce n'est pas politiquement correct. »

L'ONU évaluait en effet, dès la fin du mois de juin, la somme des dons collectés à plus de 10 milliards de dollars (dont 4,5 provenant de donateurs privés), et dénombrait 400 ONG sur le terrain. Or, un an après le séisme marin, qui a fait plus de 300 000 morts et laissé 5 millions de personnes dans le dénuement, les oubliés de l'aide humanitaire se chiffrent encore par centaines de milliers. Une situation largement dénoncée par les médias. Les donateurs, à quelques jours de la date anniversaire de la catastrophe, sont en droit de s'interroger.

Un Français sur deux a mis la main à la poche. Dès les premiers jours qui ont suivi le raz de marée, 300 millions d'euros de dons privés ont afflué vers les caisses des associations humanitaires : 110 millions à la Croix-Rouge, 40 millions à Médecins sans frontières, 35 millions au Secours catholique, 18 millions à la Fondation de France, 16 millions à Action contre la faim, 12 millions au Secours populaire... Aujourd'hui, les ONG sont loin d'avoir dépensé la manne récoltée. Le Secours catholique n'a engagé, pour l'instant, que 7 millions d'euros, Action contre la faim 6,8 millions, la Croix-Rouge 17,8 millions.

Il est vrai que la phase d'urgence – celle des aides délivrées dans les premières semaines –, n'a pas été très coûteuse. L'aide immédiate – médicale ou alimentaire – est venue des voisins, habitants

SONDAGE EXCLUSIF
tns sores
Pèlerin

Pour 50 % des Français, l'aide a été mal utilisée

« Avez-vous le sentiment que l'argent qui a été donné par les Français pour venir en aide aux victimes du tsunami, en Asie, le 26 décembre 2004, a été bien ou mal utilisé ? »

| | |
|--------------|------|
| Mal utilisé | 50 % |
| Bien utilisé | 44 % |
| Sans opinion | 6 % |

Les Français qui jugent l'aide « mal utilisée » sont ceux qui habitent en milieu rural (57 %), les ouvriers (56 %) et ceux qui déclarent ne pas avoir donné d'argent pour les victimes du tsunami (51 %). **En revanche**, les cadres et professions intellectuelles, et les Français habitant en milieu urbain, jugent cet argent plutôt bien utilisé (respectivement 59 % et 53 %).

* Sondage réalisé pour *Pèlerin* par TNS Sofres, auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes, les 13 et 14 décembre 2005. Intégralité du sondage sur www.pelerin.info

des collectivités touchées, des maires, des personnels médicaux locaux. Médecins sans frontières a, d'ailleurs, dès le 4 janvier, décidé d'interrompre sa collecte de dons. « Nous avions assez d'argent pour faire notre boulot : c'est-à-dire assurer l'urgence et sauver les vies », explique-t-on au siège de l'association. « L'opinion publique doit comprendre que l'aide humanitaire ne se ➤



Ils sont plus d'un million et demi, dans les pays touchés par la catastrophe, à vivre encore sous des tentes ou dans des baraquements.

► résume pas à sauver des vies devant les caméras, à l'instar des "french doctors" chers aux médias, avertit Antoine Peygney, directeur des opérations internationales de la Croix-Rouge française. Il s'agit, aussi, d'assurer la vie après la survie. C'est beaucoup moins photogénique qu'un blessé que l'on sort d'une crevasse. La reconstruction s'inscrit dans la durée. Elle demande du temps pour évaluer les besoins, et de l'argent pour y répondre. »

L'ampleur de la tâche et la complexité du terrain (11 pays ont été touchés), la conjoncture politique (dictature en Birmanie, guerre civile au Sri Lanka), expliquent, en partie, la lenteur du travail des ONG. Les controverses sur les zones déclarées inconstructibles, les lenteurs administratives (achat de terrains, études techniques, mise en concurrence des prestataires), la recherche des compétences, sont autant de raisons qui expliquent que les choses n'avancent pas vite. Mais il y en a d'autres, encore : « Le trop grand nombre d'acteurs, le manque de coordination dans leurs actions, l'afflux des dons, ont fait commettre des erreurs d'évaluation, accorde Jean-Claude Fages, responsable du programme Solidarités inter-

nationales à la Fondation de France. Il ne faut pas non plus se leurrer : l'argent n'accélère que modérément les choses. La reconstruction de centaines de milliers de maisons, la relance économique, le renouveau du tissu social, l'accompagnement psychologique des victimes, tout cela ne se fait pas dans la précipitation. »

Elargir le nombre de bénéficiaires de l'aide, éviter les tensions locales provoquées par le volume des sommes à redistribuer, empêcher la création de nouvelles injustices : tels sont les défis auxquels les ONG doivent faire face. Le Secours catholique

est l'une des rares organisations à en avoir pris conscience : « Au Sri Lanka, explique Daniel Verger, directeur de l'action internationale, nous avons décidé de prendre en compte les populations affectées depuis vingt ans par la guerre civile. En Thaïlande, en Inde, nous apportons aussi un soutien aux minorités qui ne reçoivent pas d'aide du gouvernement. Il n'est pas acceptable de laisser faire un tri parmi les victimes... » ■

CATHERINE OGIER

(1) Un an après... relire le tsunami, semaine spéciale sur RCF, du 26 au 31 décembre (voir programmes en p. 83).

(2) Ed. du Jubilé, 267 p. ; 19 €.

Témoignages

Il faisait si beau ce matin-là...

Du jamais vu : après le tsunami, de nombreux rescapés français ont créé leurs propres associations pour venir en aide aux victimes. Exemples ? Philippe Gilbert, Elizabeth Zana et Yannick Poirier...

Philippe Gilbert, 51 ans



CAVA FRANCE/MAKPPP

Depuis vingt ans, Medaketiya, au Sri Lanka, était le petit paradis où cet informaticien venait, quatre mois durant, prendre ses quartiers d'hiver. Quand la mer vient lécher les marches

de son bungalow posé sur la plage de Medaketiya, Philippe Gilbert, 51 ans, ne se méfie pas. Ce n'est pas la première fois. « Il faisait si beau ce matin-là, se souvient-il. La veille, pour Noël, Juliette, sa petite-fille, avait déposé ses sandales au pied d'un cocotier... » Juliette, 4 ans et demi, emportée par la vague. « Est-ce que j'aurais pu la sauver ? Toute ma vie, je me poserais la question. » Philippe avoue avoir détesté le Sri Lanka, son ciel trop bleu, ses plages trop blondes : « Ce 26 décembre 2004, ce lieu est devenu l'enfer. Pour mes voisins, mes amis, pour tous les habitants de ce village auxquels je devais tant de bonheur. » Son association, Aide aux sinistrés de Medaketiya (1), naît presque au lendemain du drame. Depuis, Philippe Gilbert (2) s'est fait bâtisseur. Les 1 500 habitants de Medaketiya peuvent relever la tête. 150 000 euros ont suffi à leur rendre leur dignité. « Du travail, un filet, un bateau, un boulanger qui retrouve son fournil, des enfants, un toit pour s'abriter, une maman, des instruments pour faire la cuisine... mais il y a encore beaucoup, beaucoup à faire. »

(1) Mairie de Saint-Genès-de-Castillon, 33350 Saint-Genès-de-Castillon. Tél. : 05 57 74 59 79. E-mail : medaketiya@free.fr
(2) Auteur de *Les larmes de Ceylan*, Ed. des Equateurs, 153 p. ; 19 €.

Elizabeth Zana, 60 ans

Il aura fallu neuf mois avant que le corps de Natacha, 35 ans, disparue sur une plage de Thaïlande, soit identifié. « Neuf mois... le temps d'une renaissance », dit Elizabeth Zana, 60 ans, d'une voix douce. Neuf mois pendant lesquels elle a espéré retrouver sa fille. Aucune amertume dans l'immense tristesse que ressent cette ancienne

ballerine. Derrière elle, « trente-cinq années de complicité avec une fille merveilleuse ». Devant, les enfants en souffrance de Thaïlande, « les orphelins du tsunami, mais aussi les autres... oubliés par les ONG ». Elle entend continuer, en somme, avec Nat association*, le travail déjà commencé avec sa fille auprès des enfants malades du sida. Avec des choses simples, « comme acheter des vélos (20 euros pièce) pour ceux qui vivent loin de l'école, des uniformes neufs (10 euros l'un), du matériel scolaire qui leur fait tant défaut, organiser des cours de danse pour les réconcilier avec un corps souvent malmené ».

* 29 rue Paul-Fort, 75014 Paris. Tél. : 01 42 62 98 26. www.nat-asso.org



NAT ASSOCIATION

Yannick Poirier, 35 ans

Yannick Poirier, 35 ans, vit depuis six ans à Midigama, sur la côte sud du Sri Lanka. Professeur de surf, il donnait un cours en pleine mer au moment où la vague a frappé. Le jeune homme s'en sort indemne et « transformé ». « Le tsunami a donné un nouveau sens à ma vie », reconnaît ce Breton. Aider les survivants de Midigama devient son obsession. A Gouesnou (Finistère), ses parents et amis se mobilisent*. Avec les premiers dons, Yannick Poirier embauche des villageois compétents : charpentiers, maçons... Et construit des maisons, « simples mais correctes ». « L'important, dit-il, c'était que les gens aient un toit et des murs avant la saison des pluies. Le reste, c'est de la poudre aux yeux. » 73 maisons ont, depuis un an, vu le jour. Aujourd'hui Yannick Poirier avoue : « Je suis fatigué. Je ne suis pas un professionnel de l'humanitaire. J'aimerais bien qu'une ONG prenne la relève. » Mais dans les règles qu'il a fixées : « Aider tout le monde à Midigama. Car pour recevoir une aide, ici, il faut avoir été du "bon côté

de la route", celui balayé par le tsunami. Or, la misère est aussi sur le trottoir d'en face. »

* Aidons Midigama, mairie de Gouesnou, 29850 Gouesnou. Tél. : 02 98 34 65 65. www.aidons-midigama.com



CAELLEBLANG

PROMO